

SOMMAIRE

➤ **Historique** p. 3

➤ **Le constat, après 10 ans de PAC 92**p. 4

Pourquoi l'exception agricole est-elle nécessaire ? p. 4

➤ **Les raisons fondamentales**p. 5

➤ **Les raisons vitales**p. 5

□ **Sécurité quantitative**p. 6

□ **Sécurité qualitative : le principe de précaution**p. 6

□ **La mondialisation des maladies et des parasites**p. 7

➤ **Les raisons économiques**p. 7

➤ **Les mauvaises raisons économiques de la mondialisation de l'agriculture**p. 11

➤ **Les raisons sociales**p. 13

□ **En Europe**p. 13

□ **Dans le Monde : la mondialisation de l'agriculture est une catastrophe planétaire**p. 14

- **Le plus grand de tous les crimes contre l'humanité**p. 15

<u>Des solutions complémentaires</u>	p. 16
➤ <i>Changer rapidement de PAC</i>	p. 16
➤ <i>La vérité des prix à la production</i>	p. 16
➤ <i>Quelques vérités</i>	p. 18
□ L'augmentation des prix agricoles n'entraîne pas un agrandissement des exploitations	p. 18
□ L'augmentation des prix agricoles n'entraîne pas de surproduction	p. 18
□ L'augmentation des prix agricoles ne profite pas qu'aux « gros »	p. 18
□ Le mensonge de la surproduction	p. 19
□ « L'aide par les prix » : Une désinformation mondialement répandue	p. 20
➤ <i>Une autre PAC qui rétablirait une véritable économie de marché</i>	p. 21
➤ <i>Une autre organisation mondiale des agricultures</i>	p. 23
<u>Des raisons d'espérer</u>	p. 26

L'EXCEPTION AGRICOLE à L'OMC (ex-GATT)

L'objet de cette étude n'est pas de critiquer globalement la mondialisation. Notre seule ambition est de démontrer que **le secteur de l'agriculture que nous connaissons bien est très différent de tous les autres et qu'en raison de ses spécificités, il est absolument incompatible avec le libre-échange mondial et doit donc faire l'objet d'une politique particulière.**

Historique

L'agriculture est le secteur qui a connu le plus fort développement en Europe au cours de ces 40 dernières années⁽¹⁾.

Les progrès extraordinaires des techniques, dont la mécanisation du travail agricole, ont permis cette évolution considérable.

Il en résulta un sentiment d'abondance, de sécurité, une chute des prix de l'alimentation (le « panier de la ménagère » est passé de 45 % à 15 % des dépenses d'un budget familial moyen) et une importante migration de population des campagnes vers les villes.

Pour la première fois dans l'histoire, des hommes libérés du souci de se procurer leur nourriture, purent consacrer une grande part de leur temps et de leurs ressources à d'autres activités.

Les générations actuelles sont de moins en moins en contact avec les réalités concrètes de l'agriculture.

L'industrie agroalimentaire qui transforme aujourd'hui la plupart des produits agricoles de base contribue également de façon importante à cette distanciation qui s'établit progressivement entre les fruits de la terre et les aliments consommés.

Il n'est donc pas surprenant qu'au début des années 90 certains responsables aient pu considérer que l'agriculture était devenue une activité industrielle et ne devait plus être traitée comme un secteur à part et faire l'objet d'une politique particulière. A leurs yeux les denrées agricoles devenaient des matières premières comme les autres et ne pouvaient donc plus échapper aux lois du GATT puis de l'OMC.

C'est ainsi que la PAC fut bouleversée en 1992 pour permettre l'entrée de l'agriculture dans le GATT dès 1993.

(1) En 1957 avec 200 quintaux de blé à 37 F/q on pouvait acheter une voiture neuve, aujourd'hui il faut environ 2 000 q à 65 F. Au début des années 60 on échangeait 1,3 kg de blé contre 1 kg de pain. En 2002 le prix du kg de pain correspond à plus de 20 kg de blé !

Nous avons créé la CR (Coordination Rurale : syndicat agricole représentatif) fin 1991 pour dénoncer ces erreurs et essayer d'empêcher la mise en place de cette PAC 92 et la mondialisation de l'agriculture dont nous avons prévu les conséquences.

En 1993 les artistes obtinrent une « exception culturelle » au GATT.

En France, l'agriculture fait partie intégrante de notre patrimoine culturel depuis des millénaires et ce n'est pas un hasard si le mot culture concerne à la fois la terre et l'esprit. C'est pourquoi le 7 décembre 1993 au théâtre de la Mutualité à Paris, lors d'un colloque international intitulé : « *Pour que vivent nos cultures : non au GATT* » – que nous avons organisé avec Teddy Goldsmith et Agnès Bertrand, au cours duquel intervinrent le Docteur Vandana Shiva (Inde), Alberto Viscara (Mexique), Lori Wallack (USA), Paul Lannoye (Belgique), Max Gallo, Jack Lang et Serge Grass – je revendiquais pour la première fois une « *exception agricole* » au GATT.

A cette époque la censure exercée par la « pensée unique » était si étouffante que « l'appel de Paris » lancé contre la mondialisation à la fin de cette manifestation n'eut pas le moindre écho dans les médias ! ...

Le constat, après 10 ans de PAC 92

Avec 10 ans de recul, les événements nous donnent raison. Le constat est accablant. La moitié des agriculteurs français ont disparu, ceux qui restent sont dégoûtés, les jeunes ne s'installent plus, la plupart des productions sont en crises (bovins, porcs, volailles, oléagineux, viticulture, fruits et légumes...).

L'UE est même devenue importatrice nette de céréales ! ...

Le Cheptel européen a subi une véritable hécatombe et la PAC coûte de plus en plus cher, tandis que la FAO constate que 25 000 hommes meurent de faim chaque jour !

Pourquoi l'exception agricole est-elle nécessaire ?

La théorie de Ricardo dite des « *avantages comparatifs* » qui inspire le libre-échange, objectif premier de l'OMC, doit conduire en principe à une spécialisation des pays dans un système harmonieux d'échanges commerciaux, pour le plus grand bien de l'humanité...

N'épiloguons pas... constatons seulement que techniquement, **si l'on s'en tient à la seule fonction de production, cette théorie peut s'appliquer à l'industrie.** Par exemple : il serait possible qu'un pays comme **le Japon devienne le seul fabricant mondial d'appareils photographiques.**

Cette perspective est par contre absolument irréalisable en agriculture.

<p>Pour de multiples raisons fondamentales, vitales, économiques et sociales l'agriculture ne peut être soumise au libre-marché.</p>

Les raisons fondamentales

Il existe une différence fondamentale entre l'agriculture et l'industrie : l'une avec des machines fabrique des marchandises et des objets inanimés, l'autre « *cultive la vie* » et nourrit l'humanité.

Dans l'industrie c'est la machine qui produit. Si elle est bien utilisée elle fonctionne n'importe où de la même façon et confère ainsi à ceux qui l'emploient une certaine égalité des chances dans une compétitivité mondiale.

En agriculture, beaucoup l'ont oublié, c'est la terre qui produit. Même les élevages baptisés « *hors-sol* » dépendent de sols délocalisés qui leur fournissent l'aliment pour nourrir leurs animaux.

De ce lien à la terre, matrice de la vie, résultent de nombreuses spécificités :

- L'agriculture n'est pas entièrement délocalisable car **aucun pays ne possède une surface suffisante pour nourrir tous les autres,**
- **L'agriculture dépend de la qualité des sols et aussi des climats.** On ne cultive pas des bananes en Norvège. Un hectare de bonne terre en Picardie produit presque deux fois plus de blé qu'en Aquitaine. Il existe donc une multitude de situations différentes, sources de **distorsions de concurrence insurmontables.**
- En un même endroit les récoltes varient d'une année sur l'autre, tandis que la machine peut être programmée pour produire de façon constante.
- L'agriculture intègre des **fonctions conservatoires d'entretien de l'environnement** et de maintien de la **fertilité des sols indispensables à la vie des générations futures.** On exploite une mine jusqu'à épuisement. On « *cultive une terre en bon père de famille* ». **Il existe donc une limite écologique à la productivité agricole.** Nous mesurons chaque jour les dangers du productivisme engendrés par la recherche de la compétitivité à tout prix.
- La production agricole est soumise à de nombreux aléas : risques de **calamités** naturelles (tempête, grêle, gel, sécheresse, pluies excessives...) **maladies** des plantes et des animaux, **parasites**...

Les raisons vitales

L'agriculture est vitale. On peut sans danger être privé « *d'appareil photo* » pendant un mois ou plus. **Il n'est pas possible de rester aussi longtemps sans manger ! ...**

Aucun peuple ne peut donc raisonnablement renoncer à gérer souverainement sa sécurité alimentaire.

Sécurité quantitative

Dans une société civilisée tout homme a le droit de manger à sa faim. « *ventre affamé n'a point d'oreille* » ; **Le sujet est hautement politique.** Depuis Pharaon et les sept vaches maigres qui annonçaient 7 années de disette dans l'ancienne Egypte, les nations en connaissent l'importance.

L'État ne peut donc laisser faire entièrement le libre-marché qui est aussi incapable de gérer les stocks que de réguler les prix.

Les prix agricoles sont très volatils.

Au moindre excédent le marché « casse » les prix, tandis que si la nourriture vient à manquer les prix « *flambent* ».

Dans le premier cas les paysans sont les victimes du marché, dans la seconde éventualité ce sont les consommateurs.

Pour assurer la sécurité alimentaire quantitative l'État doit donc réguler les excès du marché :

- ◆ stocker lorsque les prix baissent trop pour ne pas décourager les paysans ;
- ◆ déstocker et parfois importer quand la récolte est trop mauvaise, pour satisfaire les besoins alimentaires des consommateurs et préserver leur pouvoir d'achat.

« *Le corollaire de la mission de sécurité alimentaire des Pouvoirs Publics est un certain soutien à la production* » (J. F. Sneessens)

La politique agricole apparaît donc comme un équilibre, une sorte d'alliance entre les consommateurs et les agriculteurs.

« *L'arme alimentaire sera l'arme du XXI^{ème} siècle* » dit-on. **Dépendre des autres pour se nourrir peut devenir une véritable subordination.** C'est pourquoi nous revendiquons **le droit à la souveraineté alimentaire, le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes et à faire leur propre politique agricole.**

Sécurité qualitative : le principe de précaution

Les récentes affaires : vache folle, hormones, dioxine..., les débats sur les plantes transgéniques, prouvent que le **libre-marché est incapable de contrôler la qualité des produits.**

Les consommateurs sont aujourd'hui alertés sur les relations étroites qui existent entre leur santé et leur assiette, donc entre santé et agriculture.

Les conflits Europe – USA à propos du bœuf aux hormones ou des OGM opposent deux conceptions différentes de la sécurité alimentaire. L'Europe invoque « **Le Principe de Précaution** » : « *dans le doute abstiens-toi* ». Les États-Unis disent : « *La preuve de la toxicité n'est pas faite. Vous ne devez pas interdire le produit* ». Le point de vue américain

partagé par l'OMC – priorité au libre marché ! - **établit de fait l'homme en cobaye** soumis aux appréciations des experts du « *codex alimentarius* » (Commission de l'OMC chargée des problèmes alimentaires).

Les gens, qui doutent maintenant de l'objectivité des experts, majoritairement au service des transnationales, se sentent menacés dans ce qu'ils ont de plus cher : leur vie et celle de leurs enfants. Ils revendiquent, fort justement, le droit de dire non au libre-marché lorsqu'ils ont quelques craintes sur la qualité d'un produit. Il s'agit tout simplement de démocratie... qui démontre « *a contrario* » l'esprit totalitaire de l'OMC.

La sécurité qualitative nécessite impérativement un contrôle par les Etats de la qualité et de la circulation des denrées alimentaires.

La mondialisation des maladies et des parasites

La libre circulation des produits agricoles présente d'autres dangers pour les hommes, les animaux, les plantes et les écosystèmes. La peur de la « *vache folle* » n'est pas encore évacuée que surgit le poulet de Hong-Kong, puis le cochon de Malaisie qui développe une encéphalite mortelle. Deux nouveaux virus capables de passer facilement de l'animal à l'homme auraient fait quelques morts, l'un en Australie, l'autre (appelé « *virus du Nil* ») aux USA après avoir contaminé des chevaux américains.

Transportées, les maladies ou parasites des plantes et des animaux se propagent parfois à des vitesses vertigineuses. Le phylloxéra fit des ravages considérables dans le vignoble français. Récemment la fièvre aphteuse décima le cheptel anglais.

Certains animaux sortis de leurs écosystèmes peuvent, sans prédateur naturel, se reproduire de telle façon qu'ils deviennent nuisibles : lapin en Australie, ragondin en France, tortue, écrevisse, grenouille-bœuf, etc....

La mondialisation de l'agriculture c'est aussi la mondialisation des maladies et des parasites...

Le « *laisser-faire* » de l'OMC ne convient pas aux lois de la nature ! ...

Remarquons également que la mondialisation entraîne un développement considérable de transports, souvent inutiles (ex : délocalisations de productions, transferts de marchandises d'un pays dans l'autre pour toucher des aides au passage etc...), qui ont pour effet d'aggraver la pollution de l'air.

Les raisons économiques

Sur le plan purement économique il est facile de démontrer qu'il existe aussi une incompatibilité fondamentale entre l'agriculture et la « *mondialisation* ».

- **Le marché mondial ne peut servir de référence** car il ne concerne qu'une infime partie des échanges de produits agricoles (environ 10 % de la totalité de la production, dont 3 % du riz, 15 à 17 % du blé, 7 % du lait...)

Il est donc évident que le marché mondial est incapable de nourrir les populations de notre planète.

- **Le « *cours mondial* » est purement virtuel** puisqu'il est inférieur aux coûts de production les plus bas (cf. les aides croissantes aux farmers US). Une autre preuve nous est fournie par l'Europe qui est devenue en 2001-2002 importatrice nette de céréales avec un cours du blé inférieur de 30 % au cours mondial ! ... **Ce cours mondial ne correspond donc pas à une logique de marché, mais à une situation de dumping, orchestrée par les pays développés.**
- **De fait, le libre-marché des produits agricoles n'existe pas** puisque les États soutiennent tous plus ou moins leur agriculture. **Croire qu'une égalité ou une suppression des aides est réalisable n'est qu'une pure utopie. Il faudrait pour cela un état mondial unique.** C'est peut être le secret désir de ceux qui poussent l'UE à s'élargir perpétuellement...
- **Imaginer des boîtes à malices de différentes couleurs, pour classer ou masquer les aides afin d'offrir une image présentable, pseudo-libérale, de ce marché virtuel** est tout aussi hypocrite. Les comptes en banque des agriculteurs ne sont pas cloisonnés comme ceux de l'administration qui paraît ignorer le « *principe des vases communicants* ».

Toute aide, quels que soient son origine et son prétendu objectif, introduit une distorsion de concurrence.

Le seul moyen accessible à tous pour confondre les tricheurs est la taxe aux frontières. Il ne s'agit pas de faire du protectionnisme mais au contraire de rétablir et réguler le vrai marché ; les frontières fonctionnant comme des écluses.

- **La dernière trouvaille des « *aides découplées de la production* »** est une abomination, une insulte à la création, une destruction morale du paysan. C'est aussi totalement absurde car il est évident que **si l'on peut être payé sans rien produire cela dévalue la production, casse les prix** et fausse totalement les échanges. C'est donc indiscutablement une forme déguisée de subventions à l'exportation qui accentueront davantage les distorsions de concurrence, augmenteront la volatilité à court terme des prix agricoles et ruineront encore plus vite les agriculteurs des pays pauvres
Les « *aides découplées de la production* » sont également un moyen de protection très efficace contre les importations.
En effet, il est facile de comprendre que, si l'on abaisse nos prix intérieurs très en-dessous des tarifs de nos concurrents étrangers, aucun acheteur de notre pays n'ira chercher ailleurs ce qu'il trouve à meilleur marché chez nous.
Ce système constitue donc un nouveau protectionnisme plus efficace que les douanes et beaucoup plus pervers, car seuls les pays riches capables de verser ce type d'aides à leurs agriculteurs pourront se protéger.

Paradoxalement nous constatons que les grands prêtres du libre-échange sont en train d'essayer de mettre en place le plus injuste et hermétique de tous les systèmes protectionnistes !!!

- **Il est impossible d'établir un « juste prix »**, un fonctionnement normal, transparent, de l'offre et de la demande entre des **centaines de millions de petits producteurs** – dont les coûts de production varient dans des proportions énormes – et une **poignée d'acheteurs** de plus en plus concentrés qui se connaissent et dictent leurs lois. (Par exemple : le commerce mondial des céréales est entre les mains de 4 sociétés).

En fait le prix mondial des produits agroalimentaires n'existe pas.

- **Les prix mondiaux ne peuvent prétendre à un caractère universel** tant la différence est grande entre tous les producteurs et tous les consommateurs de tous les pays. « *Le marché mondial est comme une table approvisionnée par l'ensemble de la planète mais dressée seulement pour une partie de la population* ». (J. F. Sneessens)
- **Le libre-marché mondial en agriculture ne peut pas procurer une augmentation globale de la consommation, donc du commerce**, car les besoins alimentaires ne sont pas plus élastiques que nos estomacs (loi de King). Mondialisation ou non, **les Etats achètent en fonction des besoins de leur population. Depuis 18 ans les échanges annuels mondiaux de céréales stagnent autour de 209 millions de tonnes** pour une production globale de 1,5 milliard de tonnes soit 13,93 % (source ONIC).
- D'une manière plus générale il est facile de comprendre que la destruction des systèmes productifs au profit du grand commerce qui règne à l'OMC est une grave erreur sur le plan économique car **c'est la production qui est source de richesses et non le commerce**. Nous en avons la preuve après plus de 10 ans de mondialisation. La concentration des firmes enrichit une poignée de personnes de plus en plus riches, tandis que la grande majorité de la population mondiale s'appauvrit. Tout le monde est d'accord là-dessus : contrairement aux déclarations philanthropiques des promoteurs du GATT, puis de l'OMC, le nombre de pauvres augmente d'une manière générale, même dans les pays occidentaux. Ceci n'a rien de surprenant. Nous ne sommes plus au temps de la Phénicie, ni même de Venise. A cette époque, comme d'ailleurs encore au temps de Ricardo et de sa théorie obsolète, l'argent ne circulait pas. Il se dépensait sur place. La richesse du commerce profitait à tout le monde. Aujourd'hui la monnaie voyage à la vitesse de la lumière et enrichit la spéculation boursière. La disproportion énorme entre le chiffre des affaires traitées dans le cadre de l'OMC (6 000 milliards d'euros par an) et le montant des marchés financiers (1 500 milliards d'euros par jour) nous semble hautement significative...

De même la très grande volatilité actuelle des taux de change est un facteur économique suffisamment important pour remettre en cause la théorie « *des avantages comparatifs* ».

- **L'expérience de ces dernières années confirme qu'il n'y a pas de développement durable possible des pays pauvres tant que l'agriculture sera soumise à l'OMC. La course aux prix bas entraîne la société sur une pente descendante.**
- **Le pouvoir donné à l'OMC est contraire à la déontologie : le commerce n'a pas vocation à gouverner mais à servir. L'OMC n'a pas à se substituer à l'ONU.**
- **Le « multilatéralisme » imposé par l'OMC (principe selon lequel un avantage accordé à un pays doit être généralisé à tous les autres pays) est contraire au fonctionnement normal du commerce jusqu'ici toujours bilatéral ; c'est-à-dire accord entre deux personnes : l'acheteur et le vendeur. On comprend le danger de ce système qui va à l'encontre de la souveraineté des Etats en les obligeant d'accepter des taxes conclues par d'autres. Ceci est d'autant plus grave que l'on sait que les transnationales traitent entre elles et leurs filiales les deux-tiers du marché mondial.**
- **Le libre-échange entraîne la désertification.**

La progression de la désertification rurale est proportionnelle à l'étendue de la zone de libre-échange.

Pour mieux comprendre cette loi, que nous avons démontrée pour la première fois lors du 3^{ème} congrès de la CR à Melun en 1996, faisons un peu d'histoire. Il y a environ 7 000 à 8 000 ans des hommes eurent l'idée de semer des graines, puis les récoltèrent. L'agriculture était née. Plus tard, lorsqu'ils ramassèrent plus que le nécessaire pour nourrir leur famille, d'autres activités virent le jour, se multiplièrent et l'on bâtit des villes.

Le peu de productivité des récoltes, la lenteur des transports, les moyens de conservation très limités impliquèrent le développement d'une économie de proximité quasi autarcique. La ville était véritablement assise sur la campagne alentour.

C'est ainsi que dans cette sorte de symbiose, pendant des millénaires, se développèrent nos civilisations, nos cultures, tout imprégnées de l'agriculture. Jusqu'au siècle dernier, l'alimentation resta le principal souci des populations. La famine n'était jamais très loin.

Le livre remarquable de Robert Sauzet ("*Le Notaire et son Roi*") nous montre qu'au 17^{ème} siècle les citadins des classes aisées s'intéressaient fortement à l'agriculture. Le notaire Nîmois dont il raconte la vie « *essaya, lorsqu'il acheta la maison de la Belle-croix, d'utiliser les possibilités de stockage de cet édifice pour se livrer, modestement, à la spéculation sur les céréales* ». La Bourse n'existait pas encore ! Ce notable tenait régulièrement les comptes de ses achats de blé, de lard, d'huile d'olive, etc, dans la campagne environnante. Il notait aussi chaque jour le temps, connaissant son influence sur les récoltes.

Cette situation figée si longtemps évolua à partir du 19^{ème} siècle avec les progrès des transports. **Les marchés s'élargirent mettant ainsi en compétitivité des régions aux potentiels différents. On ne cultiva plus le blé dans la campagne Nîmoise quand il arriva du Nord à meilleur prix. Ainsi commença une désertification rurale à l'intérieur des États.** Les agriculteurs les plus pauvres des zones les plus défavorisées disparurent les

premiers. **Chaque région, puis chaque nation eut son « Sud ». Des équilibres nouveaux s'établirent. La production se spécialisa davantage** : Au Nord de la France les céréales et l'élevage, au Sud la vigne et les fruits et légumes.

Le marché commun entrouvrit progressivement les frontières et modifia petit à petit ces équilibres. Puis arrivèrent la PAC 92 et l'ouverture du libre-marché européen en janvier 1993 qui **élargit la zone de libre-échange à toute l'Europe**, mettant ainsi en concurrence directe nos produits agricoles avec ceux importés d'Europe, puis **des Pays Tiers avec l'entrée de l'agriculture dans l'OMC**. Depuis tout s'accélère. **En 10 ans près de la moitié des agriculteurs Français a disparu. Nos producteurs de fruits et légumes sont à l'agonie**. La désertification rurale envahit le Sud de notre pays et commence à gagner les régions intermédiaires à potentiel moyen.

Symptôme du malaise : **la prise de conscience récente du « rôle multi-fonctionnel »** des agriculteurs (entretien de l'environnement, écologie, occupation du territoire, emploi...) n'est qu'une réponse superficielle à un problème beaucoup plus profond.

Globalement la mondialisation n'apporte donc rien de positif dans le secteur de l'agriculture, bien au contraire ! ...

Remarquons enfin que toute politique agricole est par principe contraire au « libre-marché ». On peut donc facilement imaginer l'avenir de notre PAC européenne si l'OMC parvient à ses fins.

Les mauvaises raisons économiques de la mondialisation de l'agriculture

Pourquoi donc alors ce tintamarre ? Pourquoi envers et contre tout veut-on inclure l'agriculture dans l'OMC ? Pourquoi ce gaspillage fantastique ?

Principalement pour trois raisons :

- La plus évidente : **« la liberté du renard dans le poulailler »**. Comme au temps des colonies – mais profitant de la rapidité des galions modernes – les aventuriers du commerce réalisent des affaires juteuses, à court terme, en jouant sur les énormes différences de prix entre les pays. **La « mondialisation » ressemble ainsi à une recolonisation des Peuples privés des moyens de se protéger.**

- La 2^{ème} raison résulte de **la différence qui existe entre nos vieux pays et les pays neufs d'Amérique et d'Océanie qui ont éliminé leurs populations autochtones**. Leur agriculture n'est pas comme chez nous intimement mêlée à leur culture. Contrairement aux autres pays du monde qui ont évolué en harmonie avec leurs paysans, ces pays neufs disposent **d'espaces immenses et produisent plus que leurs besoins** ce qui les pousse à exporter. Ils veulent donc – selon l'expression d'une importante responsable américaine – utiliser l'OMC comme **« un pied de biche pour forcer les portes »** de nos États plus ou moins

fermées aux importations de denrées agricoles. Tant pis si cela bouleverse des équilibres millénaires.⁽¹⁾

En ruinant l'agriculture de certains pays on les place sous dépendance et on assure la pérennité des débouchés ! ...

C'est peut-être ceci qui permet de comprendre pourquoi on donne tant d'importance à l'agriculture dans les négociations de l'OMC, alors qu'elle ne **représente que 10 % de la totalité des affaires traitées** dans le cadre de cette organisation.

« En 1960, 15 % des Sénégalais mangeaient du pain. Aujourd'hui c'est 70 % et nous ne produirons jamais de blé. N'est-ce pas un grand danger pour un peuple de dépendre d'un aliment qu'il ne produit pas ? »...⁽²⁾

- La 3^{ème} raison plus perverse découle de la loi de King (cf. p.8 les raisons économiques) : **en agriculture un faible excédent suffit à « casser » les prix** à la production. Ce n'est pas un hasard si les lamentables **« accords de Blair House » (le Munich agricole) prévoient une entrée libre pour 5 % de tous les produits agricoles que nous consommons...** certains économistes savent très bien que dans un marché agricole à peu près en équilibre, **une importation d'un volume correspondant à ce taux suffit pour déclencher une baisse des prix.** Ainsi ce qui peut sembler n'être qu'une légère concession au libre-échange se révèle en fait comme **un véritable instrument de déstabilisation des marchés.**

Autre spécificité du commerce agricole : cette sanction du marché est souvent brutale et ample, **les cours peuvent s'effondrer** de moitié. Or, nous l'avons remarqué maintes fois et les statistiques le prouvent, **la baisse des prix à la production est rarement répercutée à la consommation. Les intermédiaires qui empochent la valeur ajoutée⁽³⁾,** sont donc bien les seuls bénéficiaires de la mondialisation qui appauvrit la grande majorité de la population.

(1) **Soulignons l'incohérence de la politique agricole américaine** qui, après avoir exercé un lobbying puissant pour inclure l'agriculture dans l'OMC, contrevient aux règles de l'OMC en octroyant à ses farmers des aides d'un niveau jamais atteint !

(2) 9^{ème} Congrès de la CR en novembre 2002 à Caen : intervention de Monsieur **Mamadou Cissokho**, paysan Sénégalais, Président d'honneur du CNCR et du ROPPA, organismes regroupant des représentants agricoles de plusieurs états africains.

(3) **L'évolution de la valeur ajoutée** en agriculture et dans l'Industrie Agro-Alimentaire (IAA) est hautement significative, (effet PAC 92), ainsi que le démontre le tableau ci-dessous. Par suite de la baisse des prix à la production, la plus-value agricole s'effondre en 1993, tandis que celle de l'IAA fait un bond prodigieux.

Valeur ajoutée brute en milliards de francs :

	<u>1970</u>	<u>1980</u>	<u>1990</u>	<u>1993</u>
<u>Agriculture</u>	50,0	108,2	199,4	148,6
<u>IAA</u>	29,3	88,5	177,7	213,3

Voir aussi (1) page 16

(Source graph agri – Ministère de l'Agriculture 1995)

Il est donc particulièrement révoltant de constater que ce prétendu libre-marché mondial, absolument incapable d'approvisionner les Peuples et d'établir des justes prix, n'est en réalité qu'un casseur des vrais marchés (qui sont régionaux) au profit des intermédiaires ! ...

A chaque « *crise* », souvent provoquée par une **surproduction artificielle due à une importation**, la charrette emporte de nombreux paysans...

Les raisons sociales

La politique agricole actuelle génère des catastrophes sociales dans le monde entier.

Les chiffres sont là, accablants.

En Europe :

L'Europe des 12 a perdu plus d'un million d'agriculteurs ces 10 dernières années. La France qui comptait environ 4 millions d'agriculteurs dans les années 50, n'en avait plus que 1 800 000 en 1981, 950 000 en 1991 et à peine plus de 500 000 en 2002.

En guère plus d'un siècle, le rapport de la population ville/campagne s'est inversé (20 % / 80 %) (80 % / 20 %).

Il disparaît 50 000 fermes par an, soit environ une toutes les 10 minutes sur le territoire français.

De moins en moins de jeunes s'installent (12 939 installations aidées en 1992, 7 246 en 1994, 6 470 en 2001, moins de 6 000 en 2002).

Plus grave encore : les paysans français ne sont plus capables d'assumer leur succession. Ils ne donnent plus naissance qu'à environ 20 000 bébés par an. C'est insuffisant pour installer chaque année les 20 000 jeunes agriculteurs nécessaires pour maintenir un minimum de 800 000 exploitants actifs indispensables, selon la CR, pour un bon entretien du territoire.

Signalons un nombre croissant de suicides et de dépressions, jadis quasi-inconnus chez les paysans actifs.

Phénomène nouveau : des agriculteurs en pleine force de l'âge, possédant des fermes valables, vendent leur propriété et partent travailler dans l'industrie parce qu'ils sont dégoûtés de leur métier.

La désertification rurale n'a donc pas fini de progresser. Les écoles, les gares, les postes ferment. Les commerçants et artisans se raréfient. Il faut toujours courir plus loin chercher ce dont on a besoin.

Dans le Monde :

La mondialisation de l'agriculture est une catastrophe planétaire

Les paysans ne représentant plus guère que 5 % de la population de nos pays occidentaux, peu de gens se soucient de **l'extrême gravité de ce phénomène de désertification rurale** et des conséquences qu'il peut avoir sur le plan mondial.

Beaucoup ignorent en effet que **près de la moitié des habitants de notre planète sont encore paysans** (2,5 milliards en 1998 selon la FAO).

La même politique produisant partout les mêmes effets : les délocalisations des populations rurales iront en s'accroissant si rien ne change.

Plutôt que d'essayer d'opposer les paysans « du Nord » à ceux « du Sud », il est urgent de comprendre qu'ils sont tous victimes des mêmes erreurs. Leur différence essentielle réside dans la richesse des Etats. Ceux « du Nord » peuvent assister leurs agriculteurs, (pour combien de temps encore ?) tandis que ceux du « Sud » ne le peuvent pas.

A partir de l'exemple suivant, le professeur Marcel Mazoyer, démontre clairement que

nos politiques agricoles qui permettent d'exporter à bas prix ruinent les petits agriculteurs du Tiers Monde :

Un paysan africain récolte 10 quintaux de céréales par an. Il doit vendre 2 quintaux pour faire face à ses dépenses. Il nourrit sa famille avec les 8 quintaux restant.

Des importations diminuent de moitié le prix de ses céréales.

Il doit alors vendre 4 quintaux pour solder ses dépenses.

Avec les 6 quintaux qui restent il ne peut plus nourrir sa famille convenablement.

Il n'a plus que 2 solutions :

Soit partir, soit rester en état de malnutrition qui à la première sécheresse peut se transformer en famine.

Cet exemple a été confirmé par Mamadou Cissokho, lors de notre 9^{ème} Congrès, quand il nous a dit qu'il s'était opposé à l'importation de riz à bas prix qui aurait ruiné 300 000 familles de paysans sénégalais (soit 3 millions de personnes) qui vivaient de cette production.

Ces petits paysans du « Sud », qui vivent en quasi autarcie, peuvent paraître très pauvres à nos yeux d'occidentaux. Ils sont cependant des entrepreneurs responsables, capables d'être heureux en famille dans des sociétés rurales généralement pacifiques et bien structurées. Ces hommes là ont une dignité que beaucoup perdent, avec leurs repères, lorsqu'ils sont déracinés et plongés dans la misère des bidonvilles.

Les favelas de Rio, les bidonvilles insalubres de Mexico, Manille, Calcutta, etc... sont les fruits des politiques agricoles actuelles dont on ne mesure pas le coût social.

"10 millions de paysans Mexicains seront chassés des campagnes au cours de la prochaine décennie" (Jimmy Goldsmith : Le piège)

En 1996, la rumeur disait que 100 millions de **paysans Chinois déracinés** se déplaçaient de ville en ville à la recherche d'un emploi précaire. Fin 99, ils étaient paraît-il 200 millions dans cette situation ! Avec l'entrée de la Chine dans l'OMC, ils seront bientôt 500 millions sur les routes ! Que vont-ils devenir ? Où iront-ils ?

Il est urgent de comprendre que l'agriculture détient mondialement les principales clefs du développement, de l'emploi, des migrations et donc de l'équilibre social.

Si les « *pays occidentaux* » continuent à pratiquer cette politique agricole dévastatrice, **ils seront engloutis sous une véritable marée humaine.**

➤ **Le plus grand de tous les crimes contre l'humanité.**

Mais il y a pire encore que la ruine et la migration : le dernier rapport de la FAO nous apprend que

800 millions d'hommes souffrent encore de malnutrition (dont 75 % de paysans ! ...) et que 25 000 hommes meurent de faim chaque jour !!!

Bien sûr les guerres ont une responsabilité dans cette situation, mais la plus grande part en revient à la mondialisation de l'agriculture, véritable **catastrophe planétaire qui ruine la moitié de l'humanité**. Chacun sait que **la misère est aussi le terreau de la guerre et du terrorisme**.

L'objectif de la FAO de réduire seulement de moitié le nombre de ces victimes en plus de 10 ans est inadmissible. Il signifie que l'on **intègre la famine dans le fonctionnement des organisations mondiales actuelles ! ...**

Cette situation intolérable **dépasse en ampleur tous les plus grands crimes contre l'humanité.**

25 000 morts par jour cela fait 9, 125 millions de morts par an.

Les responsables de nos politiques agricoles ont-ils conscience qu'ils sont devenus de très grands criminels ? ...

L'expérience du XX^{ème} siècle n'a pas suffi à nous guérir des idéologies. Le propre des idéologues étant de refuser de voir la réalité et d'attribuer la responsabilité des catastrophes au fait que leur idéologie est encore mal réalisée, la grande question que l'on peut se poser aujourd'hui est de savoir **jusqu'à quel niveau de catastrophes nous devons descendre pour que les idéologues mondialistes reconnaissent leurs erreurs et changent de politique agricole ? ! ...**

Des solutions complémentaires à l'exception agricole

Changer rapidement de PAC

La première partie de cette étude démontre qu'en raison de ses spécificités l'agriculture est un secteur à part, ce qui justifie l'existence d'une politique agricole et l'«*exception agricole*» à l'OMC.

Les catastrophes engendrées par la politique agricole en cours sont telles qu'il est urgent d'y mettre fin. Ce n'est pas parce que le projet de réforme Fischler est mauvais qu'il faut tomber dans le piège de persévérer dans l'erreur en prolongeant la PAC actuelle jusqu'en 2006, selon l'accord Chirac – Schröder d'octobre 2002. Dans quel état seraient alors les agriculteurs restant ? ...

Une bonne réforme de la PAC est d'autant plus nécessaire que l'entrée des PECO va bouleverser le budget de la PAC actuelle, ou soulever d'énormes problèmes si l'enveloppe destinée jusqu'alors à 15 devait être partagée en 25, comme le laisse supposer l'accord Chirac – Schröder... **Comment les paysans de l'Union Européenne pourraient-ils alors maintenir leurs revenus déjà bien bas ? ! ...**

C'est pourquoi sans entrer dans le détail, nous énumérerons **quelques-uns des grands principes défendus par la Coordination Rurale depuis plus de 10 ans pour bâtir une autre PAC sur de saines fondations.**

La vérité des prix à la production

Il faut redonner confiance aux agriculteurs et les rétablir dans leur dignité et leur responsabilité en leur permettant de **vendre à des prix rémunérateurs, supérieurs à leurs coûts de production.**

Ce n'est pas une **utopie** comme le disaient nos détracteurs depuis 10 ans, mais au contraire la condition indispensable pour restaurer l'agriculture dans un **fonctionnement économique normal.**

Cette mesure est nécessaire et solutionnerait la plupart des problèmes :

- **C'est faisable sans nuire aux consommateurs :**

Aujourd'hui la part du produit brut agricole dans un budget familial moyen français n'est plus que de 3 % (20 % des 15 % du « *panier de la ménagère* ») il est donc **tout à fait possible d'augmenter les prix à la production sans accroître les prix à la consommation.**

Il est également possible de **contrôler les marges** des intermédiaires qui **n'ont pas répercuté la baisse des prix à la production sur des prix à la consommation toujours en hausse.**⁽¹⁾

(1) A partir d'une base 100 en 1990 les prix à la production en 1997 étaient descendus à 86 tandis que les prix à la consommation atteignaient 116. (source INSEE)

L'expérience de ces dernières années nous prouve qu'une baisse excessive des prix entraîne à terme une **diminution de la qualité** de l'alimentation.

Le consommateur profiterait donc d'une hausse des prix à la production qui s'accompagnerait d'une amélioration de la qualité, sans diminuer son pouvoir d'achat.

- **La PAC coûterait beaucoup moins cher** si la plupart des agriculteurs vivaient bien de la vente de leurs produits. Seuls, les paysans supportant les **handicaps naturels** des régions difficiles pourraient recevoir des aides.
Les contribuables bénéficieraient de ce changement ⁽¹⁾
L'intégration des PECO serait facilitée.
- **C'est indispensable pour sauver les paysans des pays du Tiers Monde qui ne peuvent recevoir des aides.**

Des prix rémunérateurs constituent la base du développement. Ils permettraient de mettre fin aux famines et de diminuer considérablement les migrations de populations.

(1) Au sujet du coût de la PAC il nous semble utile de répondre aux 2 reproches habituels et inexacts faits à l'agriculture :

- « **L'agriculture coûte cher** »

Dire cela, c'est méconnaître l'évolution du "*panier de la ménagère*" qui est passé de 45 % des dépenses des ménages, il y a 40 ans, à 15 ou 16 % aujourd'hui selon les auteurs. Ceci représente une **économie considérable dont bénéficient les autres secteurs.**

En France, les dépenses totales des ménages en 2001 s'élevaient à 5 224,7 milliards de francs, dont la part consacrée à l'alimentation représentait 832,41 milliards de francs (source INSEE) soit 16 %. Si le pourcentage des dépenses alimentaires était encore de 45 % celles-ci se monteraient à 2 351,12 milliards de francs !... Par conséquent l'économie réalisée est égale à 1 518,71 milliards de francs ! En comparaison, le coût de la PAC pour la France n'est que d'une cinquantaine de milliards de francs !!!

"Peu de secteurs ont autant contribué que l'agriculture à l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs au cours des 30 dernières années" (J.F. Sneessens, professeur d'économie rurale)

Signalons enfin que les paysans n'auraient pas besoin de cette aide si l'on n'avait pas abaissé leurs prix de vente en dessous de leurs prix de revient.

- « **La PAC engloutit la moitié du "budget européen" alors que les paysans ne représentent qu'à peine 5 % de la population** »

Cette affirmation est manifestement désobligeante, voire perverse, car si à première vue elle semble exacte, elle utilise de façon erronée le terme "*budget européen*" et aboutit à une fausse conclusion en comparant des choses qui ne sont pas comparables.

Il est vrai que près de la moitié du "*budget européen*" est consacrée à l'agriculture ; mais il s'agit du **budget de fonctionnement de l'union européenne**. Il est normal que l'agriculture représente une grande part de ce budget puisque c'est un des rares secteurs administrés par Bruxelles. Une autre partie importante de ce budget sert à payer les députés et fonctionnaires européens.

Par contre si l'on veut comparer le coût de l'agriculture avec le pourcentage des paysans dans la population européenne, **il faut prendre en compte, non pas le "budget européen", mais l'ensemble des dépenses publiques de tous les pays de l'Union européenne. On s'aperçoit alors que la PAC n'est pas un « gouffre » car elle « engloutit » à peine plus de 1 % des dépenses totales des pays européens, ce qui pour 5 % de la population est loin d'être excessif !...**

Quelques vérités

Afin de pouvoir mettre en place une politique de prix rémunérateurs, condition indispensable pour restaurer l'agriculture, il est nécessaire de **rétablir quelques vérités pour débloquer de nombreux freins dus aux désinformations largement diffusées depuis plusieurs décennies.**

L'augmentation des prix agricoles n'entraîne pas un agrandissement des exploitations

Au contraire, c'est **la baisse des prix qui est le principal facteur de la course à l'agrandissement.**

En effet le revenu de l'agriculteur comme celui de tout entrepreneur résulte de la différence entre ses recettes et ses charges. Les recettes dépendent du prix des produits, de la surface de la ferme et du rendement à l'hectare. Les charges ayant tendance à augmenter régulièrement, il est facile de comprendre que **si l'on baisse les prix, le fermier ne peut maintenir son revenu qu'en augmentant sa surface ou ses rendements.** La PAC 92, qui décida d'une baisse des prix partiellement compensée par des aides à l'hectare, a bien enclenché un large processus d'agrandissement, ce que la Coordination Rurale avait prévu.

Il est curieux qu'une désinformation aussi perverse puisse encore résister à des preuves aussi significatives. A **contrario les rares pays qui ont protégé leur agriculture en maintenant des prix élevés** (Suisse, Norvège, Japon... qui ne s'en portent pas plus mal !) **ont su conserver de nombreux agriculteurs sur de petites exploitations.**

L'augmentation des prix agricoles n'entraîne pas de surproduction

Pour les mêmes raisons que ci-dessus nous voyons que c'est la baisse des prix et non leur hausse qui incite à augmenter les rendements (donc la production) pour maintenir le revenu.

Psychologiquement on peut aussi admettre que, dès lors qu'ils gagneraient bien leur vie, une majorité d'agriculteurs diminueraient leur temps de travail.

De toutes façons il existe des moyens adaptés pour réduire les surproductions (cf. quotas lait et betteraves...).

L'augmentation des prix agricoles ne profite pas qu'aux « gros »

Il faut en finir avec cet égalitarisme doctrinaire d'un âge révolu qui nous divise et qui a fait des dégâts considérables dans la population agricole en plusieurs décennies de baisse des prix.

Un proverbe espagnol dit que *"quand les gras maigrissent, les maigres crèvent"* ! ...

Des millions de petits agriculteurs ont disparu par peur d'enrichir les « gros ».

C'est grave et stupide, car, **si les prix sont suffisants, les petits ne meurent pas et ceci met fin au cycle infernal du grossissement perpétuel enclenché par la baisse des prix.** En Suisse, au Japon il n'y a pas de "gros" mais beaucoup de « *petits* » qui vivent mieux que les « *gros* » de chez nous...

D'ailleurs **aucun critère sérieux n'a jamais été défini pour départager les « gros » des « petits »**, ni en termes de surface, ni au niveau du chiffre d'affaires. De plus ces critères seraient très fluctuants en fonction des conjonctures économiques. Bien des "*petits*" d'aujourd'hui auraient été des « *gros* » hier, si l'on se rapporte à la 14^{ème} édition du Dalloz d'économie politique édité en 1985. En effet, dans ce livre référence, plusieurs chapitres étudient les avantages comparés des petites et grandes cultures (n° 288, n° 289, n° 290, n°291). On y démontre que « *la petite exploitation fait des économies de main d'œuvre et de profits intermédiaires* ». Mais pour notre propos, le chapitre 292 intitulé : "*La dimension optimale*", est encore plus intéressant puisqu'à partir d'une enquête du célèbre économiste agricole Monsieur Chombart de Lauwe, il établit que dans le bassin de Chateaulin "*le seuil au-dessus duquel une exploitation est normalement rentable est de 15 hectares*" ! ... Ceci montre à quel point la situation des agriculteurs s'est dégradée en moins de 20 ans...

Pourquoi le sentiment d'injustice sociale se focalise-t-il sur les paysans ? N'ont-ils pas le droit de bien vivre comme tout le monde ? **N'y-a-t-il pas des impôts sur le revenu ?** Pourquoi est-on plein d'admiration pour les gros fonctionnaires, les gros entrepreneurs, les gros commerçants, à qui on déploie le tapis rouge et qui sont infiniment plus gros que le plus gros de tous les paysans ? L'égalitarisme est plus irréalisable en agriculture que dans d'autres secteurs car il **n'existe pas deux fermes, ni deux champs égaux.** On trouve souvent dans la même parcelle deux ou trois types de terre différents...

La CR qui n'est disciple d'aucune idéologie défend tous les paysans sans exception, gros et petits car, si tous ont les moyens de bien vivre, certains petits pourront grossir et certains gros diviseront leur ferme pour installer leurs enfants, comme cela s'est fait chez nous pendant des siècles.

Nous sommes tous solidaires, ne nous laissons donc pas diviser aussi bêtement.

La vraie ligne de partage se situe en réalité maintenant entre les exploitations familiales que nous devons défendre et les sociétés capitalistes géantes qui sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares (latifundia, ex-Kolkhozes) exploitent la nature et les hommes, captent le marché foncier, privant de nombreux paysans de l'accès à la terre et faussent entièrement le marché.

Le mensonge de la surproduction

La prétendue surproduction européenne et les dépenses qu'elle entraînerait servent de prétexte à la réforme de la PAC en 1992 (qui coûte plus cher que l'ancienne !).

Remarquons en passant qu'il était assez incohérent de fustiger la prétendue surproduction tout en invoquant la nécessité de conserver notre « *vocation exportatrice* »...

En réalité le bilan du commerce extérieur agricole européen est toujours globalement déficitaire. Si l'Union Européenne exportait jusqu'à récemment 20 à 30 millions de tonnes de céréales par an c'est parce qu'elle **importait 55 millions de tonnes d'aliments du bétail.** La crise de la vache folle a révélé au grand jour, ce que la CR ne cessait de répéter c'est à dire **notre dramatique déficit en oléagineux et protéagineux.** **L'UE ne produit que 25 % de ses besoins en protéines végétales et 60 % de son huile.**

« *L'aide par les prix* » : Une désinformation mondialement répandue

Lorsque le prix intérieur d'un produit agricole est supérieur au cours mondial, on prétend que l'agriculteur reçoit une « *aide par les prix* » égale à la différence entre ces deux valeurs.

Par exemple : en avril 1999 le blé en France valait 73 F / q et le cours mondial 60 F / q ; « l'aide par les prix » se montait à 13 F / q.

Or, nous avons démontré que le cours mondial ne correspond à aucune réalité. Il est généralement inférieur aux coûts de production des agriculteurs les plus compétitifs (cf. les aides croissantes versées aux farmers américains).

Ceci est confirmé par la diffusion mondiale du concept « *d'aides par les prix* » exprimées pour chaque pays en ESP (Equivalent Subsidy Production).

On en conclut logiquement que tous les paysans du monde sont aidés. **Par conséquent, si ceci était vrai cela signifierait que l'agriculture contrairement à toutes les autres activités fonctionne dans un système économique virtuel en vendant à perte (ce qui est de surcroît interdit par la loi ! ...).**

On refuserait donc aux agriculteurs le droit de vivre dignement de leur travail, dans une économie normale, où le prix de vente doit être supérieur au prix de revient ! ...

Indiscutablement le concept d'aides par les prix est une contre-vérité, une erreur scientifique qui ne peut s'expliquer que par des raisonnements fallacieux (comme pour les aides découplées, les boîtes multicolores, etc...).

Cette désinformation pourrait être sans conséquence. Malheureusement elle vient conforter les partisans d'une politique agricole basée sur des aides : « *aides par les prix ou aides par les primes, cela ne change rien* » disent-ils.

Hélas cela change tout, au contraire, car les prix rémunérateurs font du paysan un entrepreneur libre (comme il l'a été pendant des millénaires) tandis que les primes l'enfoncent dans l'esclavage.

Une autre PAC qui rétablirait une véritable économie de marché

Il est possible de bâtir une PAC solide, selon une troisième voie à mi-chemin entre les excès du libéralisme et du communisme, sur des bases saines, dans une véritable économie de marché. C'est à dire un marché réel, reposant sur des prix et non un prétendu libre-marché mondial qui est en fait virtuel et manipulé par une "*main mystérieuse*" qui obéit aux intérêts très particuliers des puissances financières et commerciales...

Voici les principes sur lequel cette PAC pourrait être fondée :

- **Des prix moyens européens rémunérateurs.**
Nous avons vu qu'il fallait des prix rémunérateurs. Ceci amènera à définir **un prix moyen européen suffisamment élevé pour que la plupart des agriculteurs puissent vivre sans aides, lesquelles seraient réservées aux régions difficiles. Payer aussi la qualité à son juste prix** c'est le meilleur moyen pour inciter les agriculteurs à bien produire.
- **La préférence communautaire**
Evidemment ceci ne pourra fonctionner que si l'on rétablit une véritable préférence communautaire, d'une façon générale pour **éviter que des importations trop importantes cassent les prix, mais aussi pour protéger les productions faisant l'objet d'un marché organisé par des quotas.**
En effet la maîtrise d'une production consistant à ajuster la production aux besoins, on comprend aisément que si ces besoins sont satisfaits par des importations, la maîtrise de la production consistera à diminuer continuellement cette production.
La préférence communautaire, contrairement à ce que prétendent les partisans du libre-échange, **ne fausse pas le marché.** Au contraire si elle est exercée de manière raisonnable, **elle rétablit la vérité des prix.**
En effet les cours mondiaux induisent des "**effets externes**" qui peuvent à terme peser très lourd sur nos économies : **le coût de la dépendance alimentaire** qui est inchiffrable mais peut devenir énorme, **le coût de la non maîtrise de la qualité, le coût de la volatilité des prix** mondiaux qu'il faudrait subir etc...
Par conséquent la préférence régionale qui permet d'éviter ces effets externes et en réintègre en quelque sorte le coût dans les prix internes permet bien de rétablir la vérité des prix, dans un vrai marché qui correspond aux réalités locales.
De la même façon, la taxation aux frontières, au niveau des prix décidés intérieurement, permet un fonctionnement comparable à celui d'une écluse qui conserve un effet stimulant sur la production.
- **Rééquilibrer nos grandes cultures en faveur des oléoprotéagineux et régler le problème des PSC, cancer de l'Europe agricole**
L'Union Européenne n'avait pas prévu, en 1962, **qu'en accordant une entrée sans droits de douane et sans limite quantitative à quelques milliers de**

tonnes de PSC (Produits de Substitution des Céréales : corn gluten feed, manioc...) et de graines oléagineuses et à leurs dérivés (huiles et tourteaux) elle ouvrirait une boîte de Pandore qui allait bouleverser l'agriculture européenne, d'une part, en créant une **surproduction artificielle de céréales** et d'autre part en provoquant une **concentration excessive d'élevages** hors-sol dans les régions portuaires. Ces aliments à prix faussés ont aussi introduit **une distorsion de concurrence entre les viandes blanches** qu'ils permettent de produire et les **viandes rouges** des bovins et ovins herbivores.

Il faudrait donc **contester le principe qu'un droit d'importer sans taxes quelques milliers de tonnes en 1962** soit considéré comme un **avantage acquis, aujourd'hui pour plusieurs millions de tonnes** comme le prétendent les USA et l'OMC.

On remarquera au passage l'incroyable manque de prévoyance de la commission de Bruxelles qui en 1962 n'a pas fixé de plafond aux quantités détaxées...

En encourageant fortement les cultures d'oléagineux par des prix incitatifs on peut rééquilibrer nos productions puisqu'une augmentation de la surface des oléagineux entraînerait une diminution de celle des céréales.

Il faut également pouvoir contrôler les importations de PSC énergétiques en les classant dans les mêmes nomenclatures douanières que les céréales.

Ce sont les deux actions à mener pour remettre en phase la production agricole européenne avec les besoins du marché communautaire.

Une fois ce rééquilibrage des cultures réalisé nous n'aurions plus de céréales à exporter sur le marché mondial.

Ceci mettrait fin à l'un des points importants de la guerre commerciale qui nous oppose aux Américains.

La CR pense qu'il serait alors possible d'arriver à négocier un accord de paix entre l'Union Européenne et les USA sur les bases suivantes : l'Europe se retire du marché mondial des céréales, en échange de quoi les Etats-Unis nous laissent développer nos productions d'oléagineux, ce qui implique évidemment la restauration de la Préférence communautaire.

Les USA ne seraient pas lésés par cet accord bien au contraire puisque maintenant 60 % de nos importations de graines et tourteaux de soja proviennent d'Amérique du Sud. De toutes façons nous n'avons rien à craindre de l'arrêt de nos exportations de produits de masse car la prétendue « *vocation exportatrice* » de l'Union Européenne ne résiste pas aux chiffres. Il est mathématiquement absurde d'abaisser nos prix de 50 % pour exporter 10, 5 % de nos céréales, 10 % de notre lait et 8 % de nos viandes !!!

- **Une maîtrise au cas par cas de certaines productions.**

Si après avoir rétabli des prix européens rémunérateurs et la préférence communautaire, il subsiste encore dans certaines productions un risque de

surproduction, il faudra au cas par cas établir des quotas tels qu'ils existent pour le lait ou les betteraves qui sont les deux productions qui résistent le mieux aux crises.

Une autre organisation mondiale des agricultures

Par un raisonnement logique, objectif et concret, **en évitant de tomber d'une idéologie dans une autre, sans faire de "contre pensée unique"**, nous avons démontré que le libre-marché ne convenait pas à l'agriculture.

La sécurité alimentaire nécessite un contrôle des Etats, tandis que la "mondialisation" enlève le pouvoir aux nations pour le donner aux transnationales.

Pour un bon fonctionnement de l'agriculture, il faut donc que le politique qui est responsable de l'humain domine l'économique et non l'inverse.

Il n'existe donc pas de solutions possibles pour l'agriculture si l'on ne reconnaît pas « l'exception agricole » à l'OMC.

Maurice Allais (Prix Nobel d'économie) considère que le **libre-échange en agriculture ne peut fonctionner qu'à l'intérieur de régions suffisamment homogènes et protégées** : « *dans tous les cas et en fonction d'objectifs à long terme, la mise en place d'un système protecteur modéré mais efficace doit être jugée hautement désirable* »

De son côté le **professeur Jacques Berthelot** affirme que « *la protection à l'importation est la forme de soutien la plus solidaire pour les produits agroalimentaires de base dans tous les pays ; parce que c'est la seule forme de soutien accessible aux pays pauvres, faute de budget pour des soutiens internes* ». ⁽¹⁾

Ces 2 points de vue hautement qualifiés sont incompatibles avec les objectifs de l'OMC ⁽²⁾ et confirment notre notion « *d'exception agricole* ».

(1) « *L'agriculture Talon d'Achille de la mondialisation* » (édition : L'Harmattan).

(2) **Les objectifs de l'OMC sont identiques à ceux du GATT : La libéralisation totale des échanges.** De même le fonctionnement de l'OMC est aussi obscur que celui du GATT, il n'est pas démocratique. **Les responsables nommés et non élus** sont en général très liés aux transnationales. Les jugements (« panel ») sont établis de façon occulte. De hauts dignitaires se permettent de faire des déclarations « sous leur propre responsabilité » ! (tel Stuart Harbinson, ex-Président du Conseil Général de l'OMC, cf. Le Monde du 09 septembre 2003). Les constantes prises de position de la Banque Mondiale pour défendre le libre-échange confirment ces objectifs. Il faut aussi savoir que la Banque Mondiale et le FMI imposent aux pays pauvres le système dit des « **ajustements structurels** » qui les oblige à ouvrir intégralement leurs frontières et à pratiquer un libéralisme intégral. L'adhésion de nombreux pays à l'OMC et une propagande habile tendent à faire oublier ces réalités.

(Suite page 24)

Suite du (2) de la page 23

Deux erreurs sont communément répandues :

- L'OMC « ouvre les échanges » et y met de l'ordre. Comme si le commerce n'était pas aussi vieux que l'homme ! Nous avons vu page 9 que les quantités de blé échangées sur le marché mondial depuis 18 ans, donc avant et après l'OMC, n'avaient pas changé...
Quant au respect des accords, il nous semble plus facile de l'obtenir entre deux états signant des accords bilatéraux qu'entre des transnationales bénéficiant d'accords multilatéraux que les nations ne peuvent plus contrôler ! ...
- « *La Mondialisation c'est le progrès* », l'ouverture sur le Monde. On joue sur les mots, on confond volontairement la fin et les moyens. Quiconque aspire à une progression universelle de l'humanisme ne peut que se réjouir des progrès extraordinaires des communications, des transports, de tous les moyens qui réduisent les distances entre les hommes. Mais la « mondialisation » que veut imposer l'OMC ne se rattache à aucun idéal. Son but est uniquement de donner plus de pouvoir aux transnationales pour qu'elles puissent gagner toujours plus d'argent. Il est urgent que les humanistes laïcs ou religieux comprennent cela : la mondialisation des échanges est le pire de tous les matérialismes.

La progression vers le libre-échange se fait à la manière d'un cliquet qui toujours avance et jamais ne recule. C'est pourquoi il est illusoire d'espérer des retours en arrière permettant certaines « entraves » au commerce.

C'est ainsi que **le manifeste des 40 présidents des plus grandes coopératives agricoles françaises**, publié le 2 juin 2003, reprend quasi intégralement toutes les propositions de la CR, mais commet l'erreur de penser qu'elles pourraient s'appliquer dans le cadre de l'OMC.

Certaines ONG font la même erreur pour des raisons fort louables : elles pensent que les PVD devraient pouvoir se protéger par des taxes aux frontières, mais que politiquement ils seraient incapables de le faire seuls et sans le secours de l'OMC.

Dans son livre par ailleurs fort intéressant (« Quand la misère chasse la pauvreté » édit. Fayard/Actes Sud) Majid Rahnéma, ancien ministre iranien et professeur à l'université de Claremont en Californie, constate lui aussi les effets désastreux du libre-échange et de nos politiques agricoles qui exportent vers les pays pauvres « *empêchés par les règles internationales du commerce de fermer leurs frontières aux produits subventionnés des pays riches* ». Mais malheureusement il ajoute : « *enfin même s'ils pouvaient s'abriter derrière des mesures protectionnistes leurs populations se révolteraient à l'idée de ne plus pouvoir acheter à meilleur prix ce dont elles ont besoin* »..

Cet argument partagé par certaines ONG ne nous semble pas recevable pour plusieurs raisons d'ordre politique, économique et social.

- La population de la plupart des PVD étant composée de 70 % à 80 % de paysans tout le monde est d'accord aujourd'hui pour reconnaître qu'il n'y a pas de développement possible de tels pays si les agriculteurs ne peuvent pas vivre dignement de leur travail en vendant leurs produits à des prix rémunérateurs, car on oublie trop souvent que les producteurs sont aussi des consommateurs.
- Privilégier à court terme l'intérêt des citadins considérés comme politiquement plus actifs, c'est d'une part faire fi de toute solidarité nationale et d'autre part empêcher l'enrichissement du pays. Donc à moyen terme toute le monde sera perdant et ce, d'autant plus que la ruine des paysans entraînera un afflux de miséreux vers les villes. Il conviendrait donc de faire preuve de pédagogie. N'oublions pas non plus que partout le vrai problème est celui des intermédiaires qui gonflent considérablement les prix entre les consommateurs et les producteurs. L'idéal serait de produire et de consommer localement.
- Enfin, on peut considérer que ce point de vue est méprisant pour les élites de ces pays estimées incapables d'évoluer vers la démocratie. Ce manque de foi et d'espérance conduit à certaines formes de tutelles. Notre devoir est d'aider ces peuples à se développer eux-mêmes. Pour cela nous devons favoriser leur accession à une vraie liberté, donc à **la possibilité d'exercer leur souveraineté alimentaire et par conséquent de pouvoir fermer leurs frontières**, car nous l'avons vu c'est la seule forme de soutien accessible à tous.

La solution préconisée par la FAO d'ouvrir les marchés occidentaux aux Pays du Sud n'est pas non plus une bonne solution car ces Etats ont d'abord besoin de protéger et développer leurs cultures vivrières. ⁽¹⁾ Les inciter à produire pour exporter ne peut qu'aggraver leur dépendance alimentaire, la sous-alimentation de leur population et faciliter l'implantation des transnationales utilisant une main d'œuvre bon marché.

Les solutions proposées par la CR

Dès 1993 la CR envisageait la nécessité de « *créer une organisation mondiale de l'agriculture entre toutes les nations* » qui devrait être établie sous l'égide de l'ONU et de la FAO. Cette organisation serait un moyen de concertation et non une structure totalitaire du genre de l'OMC.

Ses principaux objectifs seraient de :

- Respecter la souveraineté alimentaire des Etats et favoriser un commerce équitable.
- Permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail grâce à des prix de vente de leurs produits supérieurs à leurs prix de revient.
- Définir pour certains produits des prix minimum équitables.
- Permettre aux Etats ou aux marchés communs à plusieurs nations définissant entre elles une zone de libre-échange de se protéger contre des importations à des prix inférieurs à leurs prix intérieurs. Il ne s'agit pas de faire du protectionnisme mais de laisser aux Etats, ou aux marchés communs à plusieurs pays, la possibilité de réguler le marché en fonction des besoins de leur population.
- Envisager des accords pour organiser certaines productions pouvant aller si nécessaire jusqu'à des quotas par pays.
- Prendre en charge une gestion commune de l'aide alimentaire et des stocks.
- Etablir une paix commerciale nécessaire pour obtenir une agriculture et un développement durables.
- Enfin il conviendrait d'établir certaines règles à respecter dans le domaine écologique, notamment s'accorder pour interdire l'usage de certains pesticides dangereux et décréter un moratoire sur les cultures de plantes transgéniques.

(1) **La demande d'ouverture des marchés occidentaux aux produits agricoles des « pays du sud »** formulée par la FAO est aujourd'hui reprise, aussi bien par des personnalités présentes récemment à Davos, que par des ministres, voire des chefs d'Etat comme M. « Lula » président du Brésil. A première vue cela paraît plein de « *bons sentiments* ». La réalité est tout autre. Ne nous laissons pas piéger...

Pour bien comprendre il faut d'abord établir une distinction entre les nations pauvres : les vrais « pays du Sud », les PMA (Pays les Moins Avancés) situés majoritairement en Afrique et en Asie et les pays en voie de développement (PVD) qui ont de nombreux pauvres mais une agriculture parfois riche, tels le Brésil et l'Argentine.

L'OMC et les pays du sud (les PMA) :

L'agriculture des pays pauvres « du sud » est composée de très nombreux petits agriculteurs (70 à 80 % de la population) dont la production est essentiellement vivrière. Ils n'ont rien d'autre à exporter que des PSC (produits de substitution des céréales, dont le manioc) des oléagineux (arachide, palme...) et des produits exotiques : cacao, café, bananes, etc... qu'ils cultivent parfois au détriment de leur propre alimentation.

(suite page 26)

Des raisons d'espérer

Aujourd'hui de plus en plus de gens prennent conscience des conséquences catastrophiques de la mondialisation de l'agriculture :

- Les Américains eux-mêmes font marche arrière et se sont mis en marge de l'OMC.
- L'agrandissement de l'UE va poser des problèmes considérables de tous ordres si nous ne changeons pas de PAC.
- L'immigration grandissante inquiète l'Europe.
- La faim dans le monde est intolérable.
- **L'émergence des latifundia d'Amérique du Sud et des ex-Kolkhozes soviétiques,** avec notamment l'arrivée du "**blé de la Mer Noire**", à un prix correspondant à peu près à la moitié du coût de revient du blé européen est un événement d'une importance énorme qui devrait avoir une **influence décisive sur la politique agricole mondiale.**

Suite du (1) de la page 25

Nous sommes importateurs depuis longtemps de ces denrées (l'UE est le premier importateur mondial de PSC et oléagineux sans taxe) et nous le serons toujours car nous n'en produisons pas chez nous.

Donc demander l'ouverture de nos marchés paraît inutile... sauf si l'on sait que **l'Europe grâce à des taxes** différentes aux frontières (contrairement aux règles de l'OMC) **privilégie les productions de ces pays pauvres** (qui sont presque tous d'anciennes colonies) **par les accords ACP** (Afrique, Caraïbes, Pacifique). C'est ce qui, entre autres conflits, a déclenché la fameuse « **guerre de la banane** », les USA attaquant ces accords à l'OMC.

Donc en fait, les « bonnes âmes » qui à Davos ou ailleurs semblent défendre les « pauvres petits pays du sud », cherchent en réalité à **ouvrir nos frontières aux puissantes sociétés bananières américaines** : Chiquita & Co.

Les premières victimes de cette ouverture seraient bien évidemment les petits paysans du « Sud » !...

L'OMC et les pays à fort potentiel agricole, dont le Brésil :

Ici la situation est radicalement différente. C'est le problème des latifundia vu par ailleurs. Ces propriétés géantes exploitent une main d'œuvre bon marché et réduisent à la misère et la famine des milliers de petits paysans sans terre.

L'ouverture de nos frontières produirait le même effet chez nous, sans enrichir un seul pauvre au Brésil ou en Argentine.

Le président Lula, sensé exprimer la voix des pauvres, n'a sans doute pas encore assimilé toutes ces subtilités agricoles... sinon il se serait aperçu qu'au lieu de défendre les intérêts de ses miséreux, il défend ceux des milliardaires américains ou autres qui possèdent les latifundia et abritent leurs dollars dans les banques des USA. Le Brésil ne change donc pas et reste dans le groupe de Cairns ultralibéral.

Plutôt que de détruire inutilement nos agricultures européennes, il obtiendrait de meilleurs résultats en redistribuant des terres à ses paysans pauvres pour qu'ils cessent de mourir de faim...

Après quoi il serait peut-être possible de discuter entre vrais paysans

Toutes les décisions tournaient jusque là autour du duel USA - UE (témoins les accords sur les céréales fixés en fonction de la bourse de Chicago qui ne peuvent plus nous protéger du blé russe).

Les Américains étaient considérés comme les agriculteurs les plus compétitifs et les Européens compensaient par leur productivisme (avec les problèmes environnementaux qui en découlent). **Cette situation est aujourd'hui complètement dépassée.**

Les propriétés gigantesques dont certaines de plusieurs dizaines de milliers d'hectares (voire même de centaines de milliers d'hectares) qui exploitent **une main d'œuvre à des prix honteusement bas**, de 10 à 40 fois inférieurs aux salaires européens, sont devenues **beaucoup plus compétitives que les nôtres grâce à l'apport de capitaux étrangers.**

Donc si nous ne nous protégeons pas, nos agricultures seront détruites par ces systèmes moralement et socialement inacceptables.

Par conséquent, la conjoncture n'a jamais été aussi favorable pour que les USA et l'UE s'entendent sur une réforme de la politique agricole actuelle. Une paix agricole entre ces deux grandes puissances serait bienfaisante pour le monde entier. **Un accord serait facile à trouver en laissant l'Europe rééquilibrer ses cultures** (cf page 21 et 22).

- **Le grand commerce devrait comprendre qu'en ruinant les paysans, il se prive de la moitié des consommateurs mondiaux. Créons des consommateurs au lieu de fabriquer des esclaves ! ...**

Certaines sociétés qui n'avaient pas perçu que la mondialisation fonctionnait dans les deux sens export et import, commencent à s'apercevoir qu'elles auraient intérêt à rester prioritaires sur le grand marché européen (conçu à cet effet...) plutôt que d'aller courir ailleurs. Par exemple Doux Brésil concurrençant Doux Bretagne⁽¹⁾ c'est absurde. La bonne solution c'est Doux Bretagne vendant ses poulets dans l'Union Européenne et Doux Brésil approvisionnant les Brésiliens.

- D'une manière plus générale la mondialisation de l'économie conduit à la constitution de monopoles, augmente le nombre des pauvres et la pollution par les transports. Elle recueille de plus en plus de détracteurs.

(1) Doux est le plus gros abatteur de poulets bretons. Il s'est en partie délocalisé au Brésil.

Nous devons absolument prendre conscience de l'énormité des enjeux. Continuer cette politique agricole criminelle pour les hommes et pour la nature est d'autant plus monstrueux que nous avons vu **qu'il n'en coûterait rien d'en changer** ; bien au contraire, les contribuables feraient des économies. **Il est extrêmement urgent de réformer radicalement la PAC et de reconnaître aux agriculteurs le droit de vivre dignement de leur travail dans un système économique normal.**

Il ne reste donc plus qu'à convaincre les hommes politiques de reprendre, avec un peu de courage et pour le plus grand bien de l'humanité, le pouvoir qu'ils ont abandonné à une poignée de transnationales.

L'agriculture occupe une place importante dans le patrimoine culturel mondial ; c'est pourquoi elle doit aussi être protégée contre l'uniformisation et la perte de biodiversité qui résulteraient de l'influence grandissante des transnationales agroalimentaires et agrosemencières dans le cadre de la mondialisation.

« *L'exception agricole* » à l'OMC doit être admise comme moyen indispensable à mettre en œuvre pour construire une autre PAC et pour mettre un terme à la faim et à la pauvreté dont souffre la moitié de l'humanité.

Jacques LAIGNEAU
Ingénieur Agronome
Président d'honneur
de la COORDINATION RURALE